

Le nouveau ⁸⁷ Afrique

Un regard positif sur l'Afrique

Magazine d'information et d'analyse politique, économique, sociale, sportive et culturelle



RÉTRO SPECTIVE 2015



5 414306 141414 00870

#87 / DÉCEMBRE 2015 / MENSUEL
2000 CFA / 2000 FC / 5 USD / 3,00 €
WWW.LENOUVELAFRIQUE.NET

POLITIQUE
BURKINA FASO
ROCH MARC
CHRISTIAN KABORÉ
ÉLU PRÉSIDENT

SPORT
PROJET
FRIENDLY FOOT
EN RDC

**ÉCHOS DU
CONTINENT**

ÉCONOMIE
RECU DE LA
PROPRIÉTÉ ET LIBRE
MARCHÉ

AFFICHAGE & ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES TV ET RADIO

12-14, Avenue du Marché / Kinshasa - Gombe (R D Congo)
Tél : +243 85 55 111 98 / E-mail : info@proxyteam-congo.com
www.proxyteam-congo.com

PROXYTEAM
LA FORCE DU SUCCÈS





Par Daouda Émile Ouédraogo

L'HOMME FORT...

Une fin d'année est toujours sujette à des questionnements. L'on veut chercher à savoir ce qui a marché et ce qui ne l'a pas été. Dans cette quête de l'existence, nous allons souvent vite en besogne, sans prendre la précaution de chercher avec parcimonie ce qui a été bien fait et ce qui ne l'a pas été. L'histoire retient toujours, que ceux qui pensent à leur passé, envisagent leur futur avec sérénité. Il ne faut jamais craindre le futur tant que nous sommes en bonne santé. L'Afrique se bat pour concrétiser ce futur, pour faire de ce futur une réalité, pour faire de ce futur, une créativité vraie. Pourquoi faut-il craindre lorsqu'on a confiance en soi ? Le sage Dalai Lama disait que « là où règnent force intérieure et confiance en soi, disparaissent méfiance, peur et doute ». Dans cette Afrique, unie, simple et compliquée en même temps, survit une race de peuples et d'individus qui ont consacré leur vie à défendre des valeurs. Des valeurs liées à la vie, à la liberté et au bon sens. L'Afrique, depuis les temps anciens, depuis la nuit des temps, détient en elle-même, le sens de la respectabilité, du bon sens et du savoir vivre. L'une des valeurs cardinales des africains est leur tradition, leur culture, leur savoir-vivre. Ces éléments de vie sont propres à eux-mêmes. L'Afrique est un grand continent. À ce titre, il faut travailler à réveiller ce géant qui dort. Et comment ? La réussite de l'Afrique viendra de sa jeunesse. Elle viendra de la révolte des jeunes africains qui risquent le futur en prenant des initiatives pour changer le monde autour d'eux. Il ne s'agit pas d'encourager l'aventure ni de faire sa promotion. Mais, il s'agit juste de proposer des pistes de solutions qui tracent les sillons d'une réalité qui dépassent l'entendement naturel. L'Afrique aura besoin de jeunes gens et femmes qui n'ont pas froid aux yeux, qui vont au charbon, disent et prônent des valeurs qui vont transformer leur vécu. Des exemples de pays comme le Burkina Faso, le Kenya, le Botswana, sont là pour nous le prouver. Lorsqu'un peuple se met debout, tout tremble. Lorsqu'un peuple décide de prendre en main son destin, le résultat est la fin des dictatures et des pouvoirs à vie. Cela prend souvent du temps. Mais, il est nécessaire de passer par ce chemin. Pourquoi ne pas souffrir en silence, lorsqu'on sait que demain sera meilleur à aujourd'hui ? Il faut croire en l'Afrique, croire en nous-mêmes, croire en notre futur. La seule réalité qui permet à un homme de tenir debout, c'est l'espoir. L'espoir d'un lendemain meilleur ; l'espoir d'une vie dé-

pourvue de pleurs et de grincements de dents. Mais, souvent, face aux difficultés existentielles, nous sommes tentés de renoncer ou de jeter l'éponge. Le plus grand bénéfice de l'homme africain sera d'avoir impulsé un futur à l'existence. Connaître l'existence et la vivre, c'est faire confiance en l'avenir. Dans cette quête du meilleur, c'est là où souffle le vent qu'il faut aller ; avec confiance et détermination. « Le faible a des doutes avant d'avoir pris une décision, le fort les a après », disait un sage. Il ne faut jamais être avare sur la capacité de l'Afrique à créer un monde plus juste et équitable. Car, c'est grâce à l'Afrique, que de nombreuses nations ont pu se développer. Il faut donc cesser de « montrer sa patrie avec la main gauche », comme le dit un adage au Sud du Sahara. C'est en toute logique que l'Afrique doit demeurer sur ses gardes en maintenant à flot ses « objectifs ». Les africains sont des êtres forts et dévoués. À ce titre, rien, ni personne ne doit les détourner de leur objectif principal qui est de faire de l'Afrique, un continent où il fait bon vivre. Ce combat est une œuvre de longue haleine. Il faut y croire pour y parvenir. La foi en quelque chose est déjà le début de la réalisation de cette dernière. Ne l'oublions jamais.

SOMMAIRE



- RÉTROSPECTIVE 2015**
- 6 LES LEVIERS DU DÉVELOPPEMENT (1E PARTIE)
BONNE GOUVERNANCE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE**
- 8 LES LEVIERS DU DÉVELOPPEMENT (1E PARTIE)
ÉDUCATION**
- 10 LES LEVIERS DU DÉVELOPPEMENT (1E PARTIE)
SANTÉ**
- 12 LES LEVIERS DU DÉVELOPPEMENT (2E PARTIE)
LA PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE ET LA PAIX**
- 14 LES LEVIERS DU DÉVELOPPEMENT (2E PARTIE)
AGRICULTURE**
- 16 LES LEVIERS DU DÉVELOPPEMENT (2E PARTIE)
LES MINES**
- 18 LES ENJEUX DE LA MONDIALISATION EN AFRIQUE
POLITIQUE**
- 20 LES ENJEUX DE LA MONDIALISATION EN AFRIQUE
LES ENJEUX COMMERCIAUX**
- POLITIQUE**
- 26 BURKINA FASO
ROCH MARC CHRISTIAN KABORÉ ÉLU PRÉSIDENT**

Le nouvel Afrique
Un regard positif sur l'Afrique

Mensuel d'informations
Un regard positif sur l'Afrique

MISSION STATEMENT

La direction du magazine Le nouvel Afrique porte l'Afrique dans son cœur et est désireuse de rassembler dans ce mensuel d'informations des nouvelles positives sur l'Afrique. Le nouvel Afrique se veut une porte d'entrée vers l'Afrique en offrant une information responsable et objective sur ce continent. Les sujets (politiques, sociaux, économiques, sportifs et culturels) abordent des thèmes sensibles, tout en conservant néanmoins, une perspective positive. Le sous-titre du nouvel Afrique est 'Un regard positif sur l'Afrique'.

Directeur de publication : Cyrille Momote Kabange

Rédacteur en chef : Daouda Emile Ouedraogo

Éditorialiste : Cyrille Momote Kabange

Comité rédactionnel : Daouda Emile Ouedraogo, Alexandre Korbéogo, Anthony Vercriisse, Cyrille Momote Kabange, Mouhamadou Moustapha Thiam, Alain Traoré, Jamil Thiam, Hilaire Hubert, Jamal Garando, Yves Makodia Mantséka, Noël Kodja, Innocent Ebodé, Innocent Sossou, Marian Tupy

Photographie : bruocsella.be, Maxime Devaux, Ronald Devaux, Afrikavision, Lemurbaby, Julien Harneis, Neil Palmer, Alexandra Pugachevsky, Nasa, Letartean, Stuart Price, Lawrence Wang, Tim Reckmann

Couverture : bruocsella.be

Layout : bruocsella.be / bruocs@gmail.com



ÉCONOMIE

28 **MIGRANTS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT
LA BANQUE MONDIALE PRÉVOIT UNE RÉDUCTION DES ENVOIS DE FONDS EN 2015**

30 **RECU DE LA PROPRIÉTÉ ET LIBRE MARCHÉ
UN DUO GAGNANT**

34 ÉCHOS DU CONTINENT

SPORT

36 **ENTRETIEN AVEC M. CARLOS PEREZ, DIRECTEUR DE FIRE GYM
BRUXELLES**

38 **FOOTBALLEURS SANS CLUB
LE COACH SÉRAPHIN FODJO S'INVESTIT POUR LEUR CAUSE**

40 **PARTENARIAT ENTRE FRIENDLY FOOT ET BX BRUSSELS
UN TOURNOI DE PROXIMITÉ POUR LES JEUNES ET LEURS PARENTS**

44 **PROJET DE FRIENDLY FOOT EN RDC
LES RESPONSABLES DÉCLINENT UN BILAN SATISFAISANT**

ADMINISTRATION & PUBLICITÉ

Direction Générale : Le LNA est une publication de l'asbl Friendly Foot
www.friendlyfoot.be

Directeur adjoint : Christel Kompany

Président : Augustin Izeidi

Direction Commerciale : A.S.C. sprl

COMMUNICATION, PUBLICITÉ & VENTE

Directeur général : Mahamat Haroun



SIÈGE SOCIAL

Avenue des Coquelicots 7

1420 Braine l'Alleud

Belgique

E-mail: info@lenouvelafrique.net

Site web: www.lenouvelafrique.net

BONNE GOUVERNANCE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

PROMOUVOIR UNE AFRIQUE EN CROISSANCE

Par Alain Traoré

La promotion de la bonne gouvernance économique et politique est l'une des clés ouvrant la porte vers le développement. Sans bonne gouvernance politique, économique, toutes les initiatives orientées vers le développement sont vouées à l'échec. L'Afrique a besoin d'une société qui organise des élections libres et transparente, qui lutte contre le crime économique et la délinquance financière. De cette donne dépend la stabilité et la paix sur le continent.

L'Afrique a besoin d'être gouvernée économiquement et politiquement. La paix est un enjeu très important pour ce continent en proie à de multiples conflits inspirés et instrumentalisés de l'extérieur. Il n'y a pas de développement sans paix et il n'y a pas de croissance sans stabilité. Les 2 vont de pair. L'on peut avancer que le système de gouvernance politique détermine tout le reste. En effet, la gouvernance politique désigne la compétence institutionnelle qui consiste à élaborer, mettre en œuvre et assurer le suivi des politiques publiques destinées à corriger les dysfonctionnements de la société et de l'environnement. Dans cette définition : le premier mot-clé est « politique publique » ; c'est grâce aux politiques publiques que les gouvernants peuvent corriger les dysfonctionnements de la société. Ainsi, en 2012, 80% des Italiens étaient propriétaires de leurs maisons d'habitation ; la cause de cette situation demeure la politique de l'habitat adoptée par le Parlement et mise en œuvre par le Gouvernement ; le second mot-clé, implicite, est « leadership politique » ; selon James FREEMAN, auteur ayant vécu aux USA au XVIII^e siècle, « la différence entre un homme politique et un homme d'état est que le premier pense à la prochaine élection et le second aux futures générations ». Ainsi, parce qu'il pense à la prochaine élection, l'horizon temporel de l'homme politique est limité à cinq (05) ans. Dans cette perspective, il distribuera des sacs de riz, des tee-shirts, des kits scolaires, des bicyclettes, des brouettes, etc. pour s'attirer les faveurs de l'électorat. A contrario, l'homme d'état, dont l'horizon temporel varie de 25 à 50 ans, fera des

projets sur 15 voire 40 ans. Ces projets viseront à modifier les tendances négatives actuelles en transformant les structures économiques, sociales et culturelles dans le sens du progrès.

Promouvoir le paquet essentiel

Le paquet essentiel de la gouvernance politique comprend un ensemble de mesures (ou réformes) ayant pour cibles : la nature de l'État, la qualité du logiciel mental collectif (ou système de valeurs), l'interventionnisme économique et, le mécanisme de stabilité politique et institutionnelle. En Afrique, ce paquet a besoin d'être promu. Lorsqu'un État possède un système démocratique qui élargit les libertés individuelles et garantit aux plus faibles l'accès aux soins de santé, il exerce avec autorité son droit d'un état stable. La situation des droits de l'homme sur le continent, même si elle semble critique en certains endroits, n'en demeure pas moins satisfaisante dans la majorité des pays. Ce satisfecit se démontre par la présence des organisations de défense de droit de l'homme, la facilité pour un individu d'avoir accès aux juridictions. Les juridictions faisant partie de l'administration, cette dernière doit être irréprochable dans la conduite de ses activités. Pour y parvenir, l'administration a besoin d'agents dévoués et honnêtes. L'on raconte que le miracle singapourien tire son origine d'une administration honnête. L'Afrique a besoin d'une administration honnête. Cette honnêteté se traduit par des agents responsables, incorruptibles, travailleurs et courageux.

À l'exemple de Singapour qui a bâti son développement sur la richesse de ses hommes, l'Afrique doit bâtir sa force de développement sur le capital humain. Et, promouvoir le capital humain n'est rien n'est rien d'autres qu'aller au-delà de l'impossible même lorsque tout semble infranchissable. La quête d'une bonne gouvernance politique et financière passe par la promotion des droits de l'homme et des peuples. Elle passe par l'établissement d'une identité propre et crédible face aux biens et aux deniers publics. Il n'y a jamais d'histoire sans obstacles, il n'y a jamais de victoire sans échec, sans expérience, sans douleurs. Les plus grandes nations ont construit leur futur dans l'abnégation, le sacrifice et le don de soi. L'Afrique est à la croisée des chemins.



ÉDUCATION

LA CLÉ DU DÉVELOPPEMENT

Par Alexandre Korbéogo

L'éducation demeure le principal levier du développement. Un penseur disait qu'« il y a trois choses à faire dans la vie : éduquer, éduquer ...et, éduquer encore ». En Afrique, de nombreuses opportunités et offres éducatives existent. Les états développent des plans permettant d'offrir une kyrielle de possibilités à la génération future.



« École publique primaire Diego Suarez Antsiranana, Madagascar » par Lemurbaby
— Travail personnel. Sous licence CC BY-SA 3.0

Parler de crise inexorable de l'éducation en Afrique, épilucher les rapports alarmants des organisations internationales est à relativiser dans la mesure où la mutation vers un enseignement élargi est assez récente. Postindépendance, deux défis de taille émergèrent : accueillir sur les bancs de l'école non plus seulement les élites mais la masse et africaniser l'enseignement. Or, atteindre ces objectifs signifiaient surmonter de nombreux obstacles. Pour beaucoup de pays, à l'exception notable du Bénin et de l'Éthiopie, le livre représentait un objet peu familier. En outre, offrir une éducation de masse impliquait et implique d'en avoir les moyens, problématique de taille pour de nombreux États. Cette difficulté est d'autant plus cruciale lorsque la démographie n'arrange guère les choses : avec plus de 50% de sa population en âge d'étudier, l'Afrique a davantage à mettre la main au portefeuille que l'Europe, qui ne compte que 15% de têtes blondes et d'étudiants. Enfin, les crises politiques connues par la majorité des États africains ont frappé en premier les structures institutionnelles éducatives. Le manque ou l'absence de moyens ont créé une jeunesse déscolarisée, tombant bien souvent alors dans l'escarcelle des milices en tous genres, à même de leur fournir un semblant de statut social.

Une nette amélioration

Si ces problèmes ont peu ou prou été dépassés par une amélioration économique et géopolitique globale, des difficultés demeurent, handicapant de manière plus structurelle l'essor qualitatif de l'éducation en Afrique. De nombreux pays persistent à favoriser l'éducation des élites, afin de les transformer en ambassadeurs internationaux. Ambition noble mais inégalitaire et porteuse de cruelles pertes (« fuite des cerveaux ») pour le continent. De plus, la faiblesse des rémunérations des enseignants, pointée par de nombreux rapports, ne permet pas d'assurer un enseignement de qualité avec des professeurs devant jongler entre différents emplois pour joindre les deux bouts. Ce déficit qualitatif se retrouve également dans l'inadaptation des programmes scolaires qui affecte près de 31 pays, générant ainsi un gaspillage navrant comme au Burundi où 70% de l'argent est dépensé dans une éducation. En outre, tandis que le primaire devrait être le récipiendaire prioritaire des investissements par son rôle socle et inclusif, ainsi que par le taux de rendement d'éducation supérieur aux autres niveaux, il est celui dont le

taux de croissance n'évolue pas assez rapidement. Toutefois, quelques tendances positives sont à noter dans ce discours peu encourageant. Premièrement, même si l'écart entre l'éducation des filles et celle des garçons est fort (sur 30 millions d'enfants non scolarisés, 54% sont des filles), il se réduit progressivement mais à pas très lents, entravé par de nombreux obstacles combattus notamment par l'initiative « Parce que je suis une fille ». Deuxièmement, les gouvernements africains, en prenant conscience du mouvement massif du continent vers les outils numériques (que l'on songe au boom du mobile banking sur le continent), ont commencé à intégrer l'enseignement des NTIC dans les programmes scolaires comme en Côte d'Ivoire ou au Sénégal. Troisièmement, toujours selon une meilleure compréhension des besoins de leur population, des États africains comme le Ghana (Loi COTVET de 2006) se mettent à promouvoir des enseignements techniques et professionnalisants, à même de répondre aux nécessités du marché de l'emploi, tant formel qu'informel. Enfin, parce que l'Afrique est un ensemble non indifférencié, certains pays tirent leurs épingles du lot : si le taux d'alphabétisation des adultes en Afrique est parmi les plus faibles au monde, deux pays dépassent la barre des 50%, à savoir : le Cap-Vert (83%) et le Ghana (64%).

Développer une offre éducative de qualité

Prendre acte de la nécessité de développer une offre éducative de qualité – et non pas tant seulement en quantité, comme nous y poussent à croire les OMD de manière partielle – et adaptée aux besoins permet de concilier au mieux éducation, développement et bien-être. En effet, de nombreuses études soulignent l'étroite corrélation entre éducation d'une part et croissance et santé d'autre part. Le rapport de l'UNESCO met en avant ces relations vertueuses : l'éducation est un moteur de croissance où, dans les pays à faibles revenus, une année supplémentaire d'éducation se traduit par un gain de revenu de près de 10% en moyenne. Dans cet ordre d'idée, le développement de l'éducation va de pair avec celui du système de santé. Des gains sanitaires sont aussi présents car l'éducation permet de réduire significativement la mortalité infantile. Des femmes et des mères mieux éduquées et informées font des choix plus avisés sur leurs lieux de soin, d'accouchement et sur les vaccins. L'Unesco estime ainsi que si toutes les femmes des pays les plus pauvres achevaient au moins

l'enseignement primaire, le taux de mortalité infantile reculerait de 15%. Cette corrélation se retrouve aussi pour l'épidémie du VIH Sida, l'éducation jouant un rôle clef pour enrayer la propagation. Cet ensemble d'éléments amène à se demander comment l'Afrique peut poursuivre sa trajectoire de croissance tout en assurant un enseignement de qualité et de masse. S'inspirer de modèles adoptés par des pays en développement est une voie, comme nous y invitent certains spécialistes. L'idée d'un chèque éducation, ou « voucher », sur le modèle indien est une piste intéressante, permettant de renforcer la responsabilisation des établissements et des parents, en finançant directement les élèves et non les écoles. De même, opter pour une sorte de « Bolsa Familia » sur le modèle brésilien permettrait de subventionner les produits de première nécessité des familles défavorisées envoyant leurs enfants à l'école.

Éducation et économie riment

Ces propositions démontrent in fine que l'accent mis sur l'éducation va de pair avec le développement économique. C'est toute la stratégie déployée par le Consensus de Pékin et assurée en Afrique par une offre très généreuse : le forum de coopération entre la Chine et l'Afrique de Pékin en novembre 2006 a vu de grandes promesses d'aide (renforcement de la formation de spécialistes africains dans différents secteurs, une assistance pour la mise en place de cent écoles, l'augmentation des bourses aux étudiants africains voulant étudier en Chine et une offre de formation pour les responsables éducatifs et les directeurs des institutions éducatives majeures).

L'Afrique a de réelles opportunités à offrir en matière d'éducation. Le principal levier de la croissance économique reste et demeure d'avoir une éducation de qualité, des enseignants en quantité et de qualité. Ainsi, sera enclenchée une dynamique inamovible de croissance non-stop.